



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

**Des millions en grève et en manifestation ce 19 janvier
mais le gouvernement refuse de retirer sa réforme des retraites...
Préparons la grève la plus puissante possible
pour imposer le retrait total !**



Des millions en grève, et au moins deux millions en manifestation (chiffres historiques) : les salariés du public et du privé ont montré à quel point ils étaient unis et déterminés pour imposer le retrait de la réforme des retraites.

Parmi ces millions, des milliers d'enseignants et d'AESH des écoles du Val-de-Marne, avec des taux de grévistes très importants, une avalanche d'écoles fermées. Tous avaient décidé de se joindre à la mobilisation générale sur la base d'un constat souvent partagé : rien ne justifie la mise en place d'une telle contre-réforme, rien ne justifie...

☞ de retarder l'âge légal de la retraite à 64 ans ;

☞ d'accélérer le passage à 43 annuités pour avoir droit à une retraite à taux plein ;

☞ de remettre en cause l'existence des régimes spéciaux, remise en cause qui fragilise l'existence du Code des pensions dont bénéficient tous les fonctionnaires d'État (qui nous garantit notamment le calcul des pensions sur la base des 6 derniers mois de traitement).

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public, de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

✉ 11/13, rue des archives - Maison des syndicats - 94000 CRETEIL
Fax : 01.43.77.31.29 - email : 94snudifo@gmail.com - internet : snudifo94.fr



☎ 01.43.77.66.81

snudifo94 - @SNUDIFO94

Rien ne le justifie ; le président du Conseil d'Orientation des Retraites vient d'ailleurs de le reconnaître¹.

C'est un fait avéré, il n'y a aucun problème de financement, aucun déficit des caisses de retraite. Le seul objectif de la première ministre est de faire des économies sur le dos des salariés du public et du privé (et au détriment du service public) comme elle le fait lorsqu'elle décide de **supprimer 167 classes dans les écoles du département à la rentrée prochaine, de remettre en cause notre statut en envoyant des PE faire des heures de soutien au collège, de ne pas remplacer les personnels absents, de bloquer les traitements des agents de la Fonction publique, de priver les élèves en situation de handicap des structures spécialisées ou des personnels qualifiés dont ils ont besoin, de maintenir les AESH dans la plus grande précarité, etc...**

Ce 19 janvier, loin d'entendre cette exigence de « retrait », pourtant puissamment exprimée par des millions de travailleurs dans des manifestations historiques, le président Macron a osé réaffirmer sa « détermination » pour faire aboutir sa contre-réforme qu'il qualifie de « juste et responsable » ...

Le SNUDI-FO 94 réaffirme quant à lui sa détermination à aider, à son niveau, les enseignants et AESH du Val-de-Marne à imposer le retrait de cette contre-réforme injuste et irresponsable.

Les confédérations et fédérations syndicales nationales ont appelé, ce 19 janvier au soir, à « *des actions autour du 23 janvier* » et à « *une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles le 31 janvier* » afin de « *faire retirer ce projet* ».

Partout, réunissons-nous dans nos écoles pour réaffirmer notre détermination à obtenir le retrait de la totalité de la réforme des retraites, notre détermination à obtenir satisfaction sur l'ensemble de nos revendications, notamment l'augmentation des salaires pour tous sans contreparties et l'abandon des projets de fermetures de classes pour la rentrée prochaine !

Partout, proposons aux collègues dans les écoles, dans les assemblées générales, d'organiser ensemble, si possible dans l'unité syndicale, la mobilisation pour préparer à la grève la plus puissante possible !

Le SNUDI-FO 94 prendra toute sa part pour aider à amplifier cette mobilisation, à préparer la grève pour gagner le retrait total de la contre-réforme des retraites.

Créteil le 21 janvier 2023

¹ Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'Orientation des Retraites a déclaré lors d'une audition devant la commission des finances de l'assemblée Nationale jeudi 19 janvier : « *Les dépenses de retraites sont globalement stabilisées et même à très long terme.* » « *les dépenses de retraites ne dérapent pas* », elles seraient plutôt incompatibles « *avec les objectifs de politique économique et de finances du gouvernement* ».